

AP du 30 sept. 2008

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES ET EUROPÉENNES**
Bureau de l'Environnement

Affaire suivie par : Isabelle GRANGETTE
Téléphone : 04.77.48.48.91
Courriel : isabelle.grangette@loire.pref.gouv.fr
Fax : 04.77.48.45.60
Dossier n° : 2007/0993

DDAF LOIRE					AT
ARRÊTÉ					ENV
2 10 2008					ECO
DIR					
ADJ					
SG	MUL	DOC	ITE	IAT	

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU l'article R 512-26 du Code de l'environnement ;

VU la demande présentée par la **S.A. ONYX AUVERGNE RHONE ALPES (VEOLIA PROPRETE)** en vue de procéder à la création d'une plate-forme de gestion des déchets sur le territoire de la commune de MONTBRISON - Zone d'activités des Granges ;

VU les plans et pièces annexés à la demande ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, du 14 janvier 2008 au 14 février 2008, en application de l'article L 512-2, R 512-15, R 512-16 et R 512-17 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 juin 2008 portant sursis à statuer sur cette demande ;

VU les avis émis par :

- M. le Commissaire Enquêteur,
- le conseil municipal de SAVIGNEUX : le 31 janvier 2008
- le conseil municipal de MONTBRISON : le 26 février 2008
- M. le Monsieur le Chef de Centre de l'Institut National des Appellations d'Origine, le 19 février 2008,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement, le 13 février 2008,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le 12 mars 2008,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, le 1er février 2008 et le 11 septembre 2008,
- M. le Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le 29 février 2008,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le 17 janvier 2008,
- M. la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement le 8 février 2008
- M. l'Inspecteur des Installations Classées dans son rapport de présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, le 26 août 2008,

- le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 15 septembre 2008;

VU l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis le 18 septembre 2008 ;

CONSIDERANT que les dispositions prévues par l'exploitant et les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par ces installations, notamment en matière de sécurité, de pollution atmosphérique et des eaux, de bruit et d'élimination des déchets et devraient permettre l'exercice de cette activité en compatibilité avec son environnement ;

CONSIDERANT que l'exécution de l'ensemble des mesures précitées suffit à garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1er - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1.1. - Autorisation

La Société ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES, dont le siège social est 105 rue du 8 mai 1945, 69140 RILLIEUX la PAPE est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de MONTBRISON, zone d'activités des Granges, sur les parcelles cadastrées AM 42p, 43p, 354p, 356p, 358p, 360p, 474p et 495p pour une superficie totale de 11 839 m², un centre de gestion de déchets comprenant une station de transit, un centre de tri et une déchèterie professionnelle.

DESIGNATION ET REFERENCE DES INSTALLATIONS	RUBRIQUE de la NOMENCLATURE	REGIM E
Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées	167 a	A
Station de transit d'ordures ménagères et autres résidus urbains	322 a	A
Dépôt ou atelier de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomères installé sur un terrain isolé bâti ou non, situé à plus de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers : - la quantité entreposée étant inférieure à 150 m ³ .	98bis	NC

Stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc : - la surface utilisée étant inférieure à 50 m2.	286	NC
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : - représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m3.	1432	NC
Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables Installation de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou de réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : - supérieur ou égal à 1 m3/h mais inférieur à 20 m3/h -	1434	D
Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues : - la quantité stockée étant inférieure à 1 000 m3.	1530	NC
Déchèterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers : - la superficie de l'installation hors espaces verts étant supérieure à 100 m2, mais inférieure ou égale à 3 500 m2.	2710	D

1.2. - Quantités et types de déchets autorisés

Les quantités et les types de déchets autorisés sont définis dans le tableau ci-dessous :

Ordures ménagères en transit	40 000 T/an
Collecte sélective des ménages en transit: - papiers, cartons, boîtes de conserve, aérosols en acier, canettes, barquettes, tubes en aluminium, bouteilles plastiques, briques alimentaires -	6 000 T/an
Déchets d'équipements électriques et électroniques (D.E.E.E) en transit	100 T/an
Déchets toxiques (DMS/DTQD) en transit	360 T/an

Déchets industriels banals en tri et transit : - papiers, cartons, plastiques, bois, déchets végétaux, métaux, gravats, pneumatiques, amiante lié,	5 000 T/an
---	------------

Les autres types de déchets sont interdits, notamment les déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes : explosif, inflammable, radioactif, non pelletable, pulvérulent, contaminé.

1.3. - Capacité maximale de stockage de déchets

Le stockage des déchets et des produits transitant dans l'installation doit s'effectuer dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envois, des infiltrations, des odeurs).

1.3.1. Conditionnement et capacité maximale de stockage de déchets en attente de transfert

TYPE DE DECHET	CONDITIONNEMENT	QUANTITE MAXI
Ordures ménagères	En benne fermée	15 T
Collecte sélective des ménages	En benne fermée	15 T
Déchets d'équipements électriques et électroniques	En caisses palettes ou palettes filmées	15 T
Déchets toxiques	En caisses palettes ou palettes filmées	15 T

1.3.2. Capacité maximale de stockage de déchets industriels banals en attente de tri

Les déchets industriels banals en attente de tri seront stockés à l'intérieur du centre de tri.

Déchets industriels banals	En bennes ou en vrac au sol	72 T
----------------------------	-----------------------------	------

1.3.3. Conditionnement et capacité maximale de stockage de déchets triés et de refus de tri

Les déchets triés seront stockés en bennes à l'intérieur du centre de tri.

TYPE DE DECHET	CONDITIONNEMENT	QUANTITE MAXI
Papiers/cartons	En benne de 30 m3	5 T
Plastiques	En benne de 30 m3	1 T
Bois	En benne de 30 m3	3 T
Métaux	En benne de 30 m3	6 T
Gravats	En benne de 10 m3	10 T
Refus de tri	En benne de 30 m3	8 T

1.3.4. Conditionnement et capacité maximale de stockage de déchets dans la déchèterie

TYPE DE DECHET	CONDITIONNEMENT	QUANTITE MAXI
Amiante lié	En big-bags ou palettes filmées	8 T
Bois	En vrac au sol en alvéole	3 T
Cartons	En vrac au sol en alvéole	13 T
Plastiques	En benne ouverte	3 T
DEEE	En caisses-palettes ou palettes filmées	inclus dans quantité globale DEEE
Déchets toxiques	En caisses-palettes ou palettes filmées	inclus dans quantité globale déchets toxiques
Déchets valorisables en mélange	En vrac au sol en alvéole	8 T
Déchets encombrants	En vrac au sol en alvéole	25 T
Déchets végétaux	En vrac au sol en alvéole	3 T
Métaux	En vrac au sol en alvéole	4 T
Gravats	En vrac au sol en alvéole	8 T
Pneumatiques	En benne ouverte	1 T

1.4. – Durée maximale de stockage de déchets

En fonctionnement normal, les ordures ménagères et la collecte sélective des ménages doivent être évacuées au fur et à mesure de leur arrivée dans le centre de transfert. Néanmoins, elles peuvent être stockées, en bennes fermées et dans les quantités précisées à l'article 1.3.1. ci-dessus, pour une durée maximale de 48 H, en fin de semaine ou en présence d'un jour férié.

1.5. - Origine des déchets

L'origine géographique des ordures ménagères reçues dans le centre de transfert et des déchets reçus dans la déchèterie est limitée à l'arrondissement de Montbrison ainsi qu'aux cantons de Néronde, St Germain Laval et St Héand.

L'origine géographique des autres déchets reçus dans l'installation est limitée au département de la Loire.

1.6. - Caractéristiques des installations

Les installations se composent :

- un centre de transfert d'ordures ménagères composé de 3 trémies couvertes,
- un centre de transfert de collecte sélective des ménages composé d'une trémie couverte,
- une déchèterie professionnelle
- un centre de tri et de regroupement de déchets industriels banals
- un local de stockage de déchets toxiques et de déchets d'équipements électriques et

- électroniques
- un atelier
- une aire de lavage
- un bassin d'orage et d'incendie
- un pont bascule
- des bureaux administratifs et des locaux sociaux
- des parkings pour poids lourds et véhicules légers.

1.7. – Conformité de l'installation

Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation d'octobre 2007, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

1.8. - Modification

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier visé à l'article 1.7. sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de la Loire avec tous les éléments d'appréciation.

1.9. – Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

1.10. – Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

1.11. – Cessation d'activité

L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées fait l'objet d'une notification au Préfet de la Loire, dans les délais et modalités fixés par les articles R512-74 et suivants du Code de l'Environnement.

1.12. - Vente de terrains

En cas de vente de terrains sur lesquels une installation soumise à autorisation a été exploitée, l'exploitant est tenu d'en informer par écrit l'acheteur.

1.13. - Droits des tiers

Les droits des tiers sont formellement réservés.

1.14. - Autres réglementations applicables

La présente autorisation est uniquement accordée par application des règlements sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En conséquence, elle n'a pas pour effet de dispenser

le bénéficiaire des obligations ou formalités qui lui seraient imposées par d'autres lois ou règlements, notamment celles relatives au permis de construire.

Le respect des prescriptions ci-dessous ne fait pas obstacle aux prescriptions particulières applicables à certaines matières dangereuses fixées par le Code du travail.

Article 2 - IMPLANTATION - AMENAGEMENT

2.1. – Règles d'implantation

Les installations et dépôts doivent être implantés à une distance d'au moins 10 mètres des immeubles habités ou occupés par des tiers. A défaut, ils doivent en être isolés par un mur coupe-feu de degré 4 heures, dépassant les toitures d'au moins 1 mètre.

Les installations doivent être conçues de manière à permettre en cas de sinistre, l'intervention des engins de secours sous au moins deux angles différents.

Les aires de circulation doivent être conçues pour permettre un accès facile des engins des services d'incendie.

L'ensemble des installations de la déchèterie (quai, voiries, bâtiments, zones de stockage, parkings, postes de lavage, ...) doit être implanté à une distance d'au moins 2 mètres des limites de propriété, sauf celles séparant de la voie publique.

Les déchets toxiques peuvent être accueillis :

- soit dans des locaux spécifiques conformes aux dispositions du paragraphe 2.4. suivant,
- soit sur une aire spécifique interdite au public comportant un ou plusieurs casiers, bennes ou conteneurs distante d'au moins 6 mètres des limites de propriété.

2.2. - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. Les installations seront agrémentées d'espaces verts paysagers. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement ...).

2.3. - Clôture

Les installations doivent être entourées d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres empêchant l'accès au site. Un portail fermant à clef interdira l'accès du site en dehors des heures d'ouverture.

La clôture doit être doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres.

2.4. - Comportement au feu des bâtiments

La toiture doit être réalisée en éléments incombustibles et doit comporter au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface totale de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée doit

être facilement accessible depuis les issues de secours. L'ensemble de ces éléments est situé à au moins 4 mètres du mur coupe-feu prévu à l'article 2.1 .

2.5. - Accessibilité

Des voies de circulation doivent être aménagées à partir de l'entrée jusqu'aux postes de réception ou d'enlèvement. Elles sont étudiées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières.

Les accès au site doivent pouvoir faire l'objet d'un contrôle visuel permanent.

L'exploitant fixera les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de l'établissement.

Un panneau placé à proximité de l'entrée du site indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement.

L'établissement disposera d'une aire d'attente pour 3 camions de façon à prévenir le stationnement de véhicules en attente sur les voies publiques.

Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté, et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

2.6. - Aires de stockage de déchets

Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

2.7. - Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables (NFC 15-100 notamment) par des personnes compétentes.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

2.8. – Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux de stockage de déchets toxiques doivent être convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.

Si les déchets toxiques sont stockés dans la déchèterie sur une aire spécifique et non dans un local conforme aux dispositions de l'article 2.4., celle-ci doit être aménagée afin d'éviter tout écart de température susceptible de créer un danger supplémentaire d'incendie ou d'explosion.

2.9. - Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des voies de circulation et de garage, du poste de distribution de carburant, de l'aire de lavage des camions, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Les eaux recueillies sont traitées conformément à l'article 5.5 .

Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

2.10. - Cuvettes de rétention

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 l, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 l si cette capacité excède 800 l.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

2.11. - Chauffage

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, indépendant ou séparé des bâtiments par une paroi coupe-feu de degré 2 heures. Toute communication avec les autres bâtiments se fait, soit par un sas équipé de 2 blocs-portes pare flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme porte, soit par une porte coupe-feu de degré 1 heure.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible,
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible,
- un dispositif sonore d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage des locaux (bureaux exceptés) ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique, ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

2.12. - Protection contre la foudre

L'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement est applicable.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées avant le 1^{er} janvier 2010 l'analyse du risque foudre réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2 prévue à l'article 2 de l'arrêté sus visé.

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique sera réalisée par un organisme compétent conformément à l'article 3 de l'arrêté.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention seront réalisées, par un organisme compétent, au plus tard deux ans après l'analyse du risque foudre.

L'exploitant tiendra en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification.

2.13. - Contrôle du pont bascule

Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.

ARTICLE 3 – EXPLOITATION – ENTRETIEN

3.1. - Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets triés dans l'établissement.

3.2. - Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les locaux ou la clôture entourant les installations doivent être fermés à clef.

Des panneaux signalant clairement chaque installation seront installés à l'entrée de l'établissement.

A proximité immédiate de l'entrée principale, sera placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel seront notés :

- identification de l'exploitation
- référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation
- raison sociale et adresse de l'exploitant

- interdiction d'accès à toute personne non autorisée en dehors des heures d'ouverture

Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés conformément au présent arrêté sont affichés visiblement à l'entrée des installations.

3.3. - Horaires

Les heures de fonctionnement sont : 5H - 20H, du lundi au samedi, à l'exception des jours fériés.

3.4. - Accord préalable

Avant réception d'un déchet, un accord commercial devra préalablement définir le type de déchets acceptés.

3.5. - Délais de tri

Les bennes de déchets réceptionnées sur le site sont triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation.

3.6. - Registres entrées/sorties

Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de déchets est pesé et donne lieu à un enregistrement de :

- la date et l'heure de réception, l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu ;
- l'identification du producteur et l'origine des déchets avec la référence de l'information préalable correspondante ;
- la nature, le tonnage et les caractéristiques des déchets reçus.

Les livraisons refusées sont mentionnées dans ce registre, avec mention des motifs de refus.

Chaque sortie donne lieu également à un enregistrement précisant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur ou récupérateur),
- nature de l'élimination ou de la récupération effectuée.

Les registres où sont mentionnées ces données seront conservés par l'exploitant pendant 5 ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. A cet état sont annexés les justificatifs de l'élimination des déchets qui doivent être conservés 3 ans.

3.7. - Procédure d'acceptation des déchets

Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.

Les ordures ménagères et la collecte sélective des ménages en transit sont déversées dans les camions semi remorques de transport par l'intermédiaire des trémies. En aucun cas, ces déchets ne peuvent être stockés en dehors de ces camions.

3.8. - Procédure d'urgence

Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées.

3.9. - Procédure d'admission des déchets toxiques et de l'amiante lié

3.9.1. - Admission des déchets toxiques

L'acceptation des déchets toxiques est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits.

Tout apport de ces déchets fait l'objet d'une surveillance particulière. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation.

3.9.2.- Admission des déchets d'amiante lié

Les déchets d'amiante autres que les déchets d'amiante lié sont interdits. Il s'agit notamment des flocages et calorifugeages, des déchets issus du nettoyage (débris et poussières), des déchets de matériels et d'équipements (équipements de protection individuels jetables, filtres de dépoussiéreurs ...).

Seuls sont autorisés les déchets d'amiante lié (ou amiante-ciment) de type plaques ondulées, plaques support de tuiles, ardoises en amiante-ciment, produits plans, tuyaux et canalisations.

Les plaques, ardoises et produits plans seront stockés sur palettes. Chaque palette avec son chargement sera filmée avant transport.

Les tuyaux et canalisations seront disposés sur support adapté (rack).

Les morceaux trop petits pour être palettisés seront conditionnés dans des grands récipients pour vrac (big-bags).

3.10. - Connaissance des produits - Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du Code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Dans la déchèterie, l'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés au stockage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Les réceptacles des déchets toxiques doivent comporter, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés.

3.11. - Evacuation des déchets triés

Les conditions de transport des déchets après tri sont précisées à l'article 7 du présent arrêté.

3.12. – Bilans

Un bilan des différentes activités sera établi annuellement et transmis en début d'année à l'inspection des installations classées.

Sur demande de l'inspection des installations classées, un bilan des entrées-sorties, pourra être établi mensuellement ou trimestriellement.

3.13. - Propreté

Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes. Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.

Les voies de circulation doivent être dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

3.14. - Entretien des matériels et installations

Les matériels et engins de manutention, les matériels et équipements électriques et les moyens de lutte contre l'incendie sont entretenus selon les instructions du constructeur et contrôlés conformément aux règlements en vigueur. Ils sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les rapports de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués dans un local spécial.

3.15. - Dératisation

L'établissement doit être tenu en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant un an.

3.16. - Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.

ARTICLE 4 – RISQUES

4.1. Système de détection d'incendie

Le centre de tri et le local déchets toxiques/D.E.E.E seront équipés d'une installation de détection incendie avec report au niveau de la centrale d'alarme qui transmettra une alarme lumineuse et sonore dans les locaux d'exploitation en périodes d'activité et une alarme à une société de télé-surveillance en dehors de ces périodes.

Ce système de détection doit être contrôlé chaque année par un organisme extérieur.

4.2. - Moyens de secours contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau doit être capable de fournir le débit nécessaire à l'alimentation des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m³/h chacun, des poteaux ou bouches d'incendie.
- de robinets d'incendie armés répartis dans les locaux fermés et le centre de transfert et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel.
- d'extincteurs répartis à raison d'un extincteur pour 200 m² à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Les engins seront également équipés d'extincteurs.
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en oeuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

4.3. - Issues de secours

Des issues de secours doivent être prévues en nombre suffisant et réparties dans les locaux de façon à éviter les culs de sac.

4.4. - Matériel électrique de sécurité

Dans le local de stockage des déchets toxiques, les installations électriques doivent être réduites à ce

qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Cependant, dans les parties de ce local où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodiques avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

4.5. - Interdiction des feux

Il est interdit :

- de fumer
- d'apporter des feux nus
- de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos.

Dans le cas de travaux par points chauds, les mesures suivantes sont prises :

- aspiration des poussières dans la zone de travail
- délivrance d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières.

Le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis, soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure, ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

4.6. - Dégagements des voies de circulation

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité une vérification des installations doit être effectuée.

Les stockages sont effectués de manière à ce que toutes les voies et issues soient largement dégagées. Les matériels non utilisés sont regroupés hors des allées de circulation.

Le stationnement des véhicules devant les issues ou sur les voies de circulation n'est autorisé que pendant le temps des opérations de chargement et déchargement.

4.7. - Consignes de sécurité

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ;
- les mesures à prendre en cas de défaillance sur un système de traitement et d'épuration ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues à l'article 5.5 ;

- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc... ;
- les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides) ;
- les procédures d'urgence en cas de réception de déchets non admissibles.

4.8. - Equipe de première intervention

L'exploitant doit constituer et former une équipe de première intervention qui est opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture de l'exploitation.

ARTICLE 5 - EAU

5.1. - Prélèvements

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

5.2. - Consommation

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.

5.3. - Réseau de collecte

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Hors espaces verts, les sols seront imperméables et maintenus en parfait état d'entretien. Ils seront conçus et réalisés de manière à collecter l'ensemble des eaux de ruissellement.

Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, des points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

Les égouts doivent être étanches et leur tracé doit en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps.

Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

Les eaux pluviales collectées sur les aires de circulation, sur la déchèterie et le poste de distribution du carburant ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur convenablement dimensionné en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis sur l'installation. Cet équipement est régulièrement entretenu au moins une fois par an.

Les eaux usées des sanitaires, des douches et des aires de lavage des camions seront raccordées au réseau d'assainissement communal. La convention de raccordement sera transmise à l'inspection des installations classées.

5.4. - Qualité des effluents rejetés

Les effluents devront être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur : la modification de couleur du milieu dans la zone de mélange à 50 m du point de rejet ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

De plus, ils ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

5.5. – Valeurs limites de rejet

Les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulations contraires de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

5.5.1. dans tous les cas de rejet au milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement collectif :

PH (NFT 90-008)	5,5 à 8,5 ou 9,5 si neutralisation alcaline
Température	Inférieure à 30°C

5.5.2. dans le cas de rejet dans le réseau d'assainissement collectif :

NATURE DES POLLUANTS	CONCENTRATION MAXIMUM
Matières en suspension (NFT 90-105)	600 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) (NFT 90-101)	2 000 mg/l
DBO5 (sur effluent non décanté) (NFT 90-103)	800 mg/l
Hydrocarbures totaux (NFT 90-114)	10 mg/l

5.5.3. dans le cas de rejet dans le milieu naturel :

NATURE DES POLLUANTS	CONCENTRATION MAXIMUM
Matières en suspension (NFT 90-105)	100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà.
DCO (sur effluent non décanté) (NFT 90-101)	300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà
DBO5 (sur effluent non décanté) (NFT 90-103)	100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà
Hydrocarbures totaux (NFT 90-114)	10 mg/l

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

5.6. - Interdiction des rejets en nappe

Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduares dans une nappe souterraine est interdit.

5.7. - Prévention des pollutions accidentelles

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues à l'article 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues à l'article 7 ci-après.

5.8. - Mesure périodique de la pollution rejetée

Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 5.5. doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements

d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée, ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m³/j.

ARTICLE 6 – AIR – ODEURS

6.1. – Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure.

Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et des bouches d'aspiration d'air frais et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois,...). Il doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres. Les points de rejet sont en nombre aussi réduits que possible.

Les effluents gazeux canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz.

Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.

Le débit d'odeurs est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.

6.2. – Valeurs limites et conditions de rejet

Les gaz rejetés à l'atmosphère après captation ne doivent pas compter plus de 100 mg/Nm³ de poussières. Si pour certains exutoires, le débit massique est susceptible d'être supérieur à 1 kg/heure, la valeur limite est alors de 50 mg/Nm³ de poussières.

Le niveau d'odeur émis à l'atmosphère par chaque source odorante non canalisée présente en continu sur le site ne doit pas dépasser les valeurs mentionnées dans le tableau suivant, en fonction de son éloignement par rapport aux immeubles habités ou occupés par des tiers, aux stades, terrains de camping et établissements recevant du public.

Eloignement (m)	Niveau d'odeur (UO/m ³)
100	250
200	600
300	2000
400	3000

UO = unité d'odeur.

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées ne doit pas dépasser 1.000.000 m³ /h.

Hauteur d'émission (en m)	débit d'odeur (en m ³ /h)
0	1 000 x 10 ³
5	3 600 x 10 ³
10	21 000 x 10 ³
20	180 000 x 10 ³
30	720 000 x 10 ³
50	3 600 x 10 ⁶
80	18 000 x 10 ⁶
100	36 000 x 10 ⁶

Les mesures de niveau d'odeur et débit d'odeur sont réalisées selon les normes en vigueur.

6.3 – Prévention

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussière et matières diverses. Des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 7 – DECHETS

7.1. Transport des déchets triés

Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à limiter les envois. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ de l'établissement.

Une fois triés, les papiers/cartons et plastiques seront compactés avant expédition. Les autres déchets seront évacués en bennes ampliroll.

7.2. - Refus de tri et encombrants non recyclables

Les refus de tri et encombrants non recyclables seront évacués dans la station de transfert d'ordures ménagères ou avec les déchets toxiques en fonction de leur caractère de danger.

7.3. - Déchets résultant d'un déversement accidentel

Les déchets résultant d'un déversement accidentel doivent être éliminés dans des installations autorisées sauf pour les effluents respectant les conditions de l'article 5.5. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être annexés au registre prévu à l'article 3.6.

7.4. - Traitements particuliers

Il est interdit de procéder dans l'établissement à toute opération de traitement des déchets.

Tout transvasement, déconditionnement, reconditionnement, prétraitement ou traitement de déchets toxiques est interdit dans l'enceinte de l'établissement.

Tout emballage qui fuit sera placé dans un récipient ou un autre emballage approprié.

Si la récupération des chlorofluorocarbures contenus dans les réfrigérateurs apportés est pratiquée, elle doit être effectuée dans des conditions garantissant l'absence de rejet de ces produits dans l'atmosphère.

7.5. - Brûlage

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

ARTICLE 8 - BRUITS ET VIBRATIONS

8.1. - Valeurs limites de bruit (en dB(A))

Au sens du présent arrêté, on appelle émergence la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit produit par l'installation).

La zone à émergence réglementée est définie comme étant :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers implantés postérieurement à la date d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'établissement ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à

émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

EMERGENCES ADMISSIBLES

NIVEAU de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

8.2. - Bruit à tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies.

8.3. - Véhicules – engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

8.4. - Vibrations

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 sont applicables.

8.5. - Mesures de bruit

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

ARTICLE 9 – REMISE EN ETAT EN FIN D'EXPLOITATION

9.1. - Elimination des déchets en fin d'exploitation

En fin d'exploitation, tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

9.2. – Traitement des cuves

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées. Sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

ARTICLE 10

Le bénéficiaire de cette autorisation se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

En outre, l'administration se réserve le droit de prescrire en tout temps toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient reconnues nécessaires au maintien des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 11

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 12

M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, Madame le maire de MONTBRISON, l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie de MONTBRISON, où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance et où un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité. Un avis sera inséré, aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Fait à Saint-Étienne, le

30 SEP. 2008

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick FERIN

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur
S.A. ONYX AUVERGNE RHONE ALPES (VEOLIA PROPRETE)
235 cours Lafayette
69006 LYON
- M. le Sous-Préfet de MONTBRISON
- Mmes ou MM. les Maires de MONTBRISON, SAVIGNEUX
- L'Inspecteur des Installations Classées, Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
- Monsieur François DIMIER
Chemin de Gourni
42330 SAINT BONNET LES OULES
- Monsieur le Directeur régional des Affaires Culturelles
Le Grenier de l'Abondance
6 Quai St Vincent
69283 LYON CEDEX 01
- Archives 2008 - 249
- Chrono